

**SOS Faim - Luxembourg**  
**Action pour le développement**

**Association sans but lucratif**

**Comptes annuels et rapport du réviseur d'entreprises agréé  
au 31 décembre 2018**

**17-19, avenue de la Libération**

**L – 3850 Schifflange**

**Luxembourg Business Registers : F 554**

## Contenu

Rapport du réviseur d'entreprises agréé .....	4
Bilan au 31.12.2018 (en EUR) .....	8
Compte de profits et pertes pour l'exercice clos au 31.12.2018 (en EUR) .....	9
Annexes .....	10
1. Généralités .....	10
2. Principes, règles et méthodes comptables .....	10
3. Immobilisations corporelles .....	12
4. Immobilisations financières .....	12
5. Créance résultant des actions de développement .....	13
6. Créance résultant des outils financiers du dispositif AGRI + .....	13
7. Valeurs mobilières .....	13
8. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse .....	14
9. Fonds dédiés .....	14
10. Provisions pour risques et charges .....	15
11. Dettes sur actions de développement .....	15
12. Autres charges externes .....	16
13. Frais de personnel .....	17
14. Charges résultant des actions de développement .....	17
15. Produits destinés aux actions de développement .....	18
16. Eléments notables hors bilan .....	18

## Acronymes

AEC :	Alternative Espaces Citoyens (Niger)
ANOPER :	Association Nationale des Organisations Professionnelles d’Eleveurs de Ruminants (Bénin)
ASBL :	Association Sans But Lucratif
ASTM :	Action Solidarité Tiers Monde (Luxembourg)
CRCOPR :	Cadre Régional de Concertation des Organisations de Producteurs de Riz (Afrique de l’Ouest)
DDC :	Direction du Développement et de la Coopération (Suisse)
FUCOPRI :	Fédération des Unions des Coopératives de Producteurs de Riz (Niger)
IMF :	Institution de microfinance
LMDF :	Luxembourg Microfinance and Development Fund (Luxembourg)
LUXDEV :	Lux-Development (Luxembourg)
MAEE :	Ministère des Affaires étrangères et européennes (Luxembourg)
MDDI :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Luxembourg)
MECD :	Ministère de l’Environnement, du Climat et du Développement durable (Luxembourg)
OUNI :	Organic Unpackaged Natural Ingredients (Luxembourg)
PAIDEK :	Programme d’Appui aux Initiatives de Développement Economique au Kivu (RDC)
SICAV :	Société d’investissement à capital variable
SIDI :	Solidarité Internationale pour le développement et l’investissement (France)
TERRA :	Transitions and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture (Luxembourg)



GSL révision sàrl  
7 rue Portland  
L-4281 Esch-sur-Alzette

Tél. +352 26 17 34 - 1  
Fax. +352 26 17 34 - 34  
E-mail [info@gsl.lu](mailto:info@gsl.lu)  
[www.gsl.lu](http://www.gsl.lu)

RCSL B156640  
TVA ID LU 243 542 38  
Matricule 2010 24 38 974

ING CELLULL  
LU62 0141 7418 0580 0000

Société à responsabilité limitée  
au capital de EUR 12.500

*Au Conseil d'Administration de*  
**SOS Faim Luxembourg – Action pour le  
développement A.s.b.l.**  
17-19 avenue de la Libération  
L-3850 Schifflange

## Rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé

### Rapport sur l'audit des comptes annuels

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **SOS Faim Luxembourg A.s.b.l.** (« l'association ») comprenant le bilan au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de **SOS Faim Luxembourg A.s.b.l.** au 31 décembre 2018, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de l'association conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces

règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Responsabilité du Conseil d'Administration et des responsables du gouvernement d'entreprise pour les comptes annuels**

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf, si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider l'association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

### **Responsabilité du réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des comptes annuels**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener l'association à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Esch-sur-Alzette, le 6 Mai 2019

**GSL Révision S.à r.l.**

*Cabinet de révision agréé*

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Luc Schmitt', written over a horizontal line.

Luc Schmitt

*Gérant-associé*

**Bilan au 31.12.2018 (en EUR)**

	Notes	31.12.2018	31.12.2017
<b>ACTIF</b>			
Actif immobilisé			
Immobilisations corporelles	3	575 267,52	582 955,00
Immobilisations financières	4	266 767,31	59 183,31
		<b>842 034,83</b>	<b>642 138,31</b>
Actif circulant			
Créances résultant des actions de développement	5	253 700,33	252 610,85
Créances résultant des outils financiers AGRI +	6	1 135 744,00	-
Autres créances		4 476,68	2 755,06
Valeurs mobilières	7	10 138,00	10 138,00
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	8	2 660 582,54	2 574 913,81
		<b>4 064 641,55</b>	<b>2 840 417,72</b>
Comptes de régularisation		520,85	11 729,19
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 907 197,23</b>	<b>3 494 285,22</b>
<b>PASSIF</b>			
Fonds propres			
Fonds propres		2 156 698,67	2 014 570,23
Excédent de l'exercice		11 140,72	142 128,44
		<b>2 167 839,39</b>	<b>2 156 698,67</b>
Fonds dédiés	9	2 529 801,47	1 139 000,87
Provisions	10	39 343,67	33 089,30
Dettes à moins d'un an			
Dettes sur actions de développement	11	78 218,20	84 445,05
Dettes sur achats et prestations de service		74 034,66	59 595,12
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		17 959,84	20 039,67
Dettes envers des établissements de crédit		-	1416,54
		<b>170 212,70</b>	<b>165 496,38</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 907 197,23</b>	<b>3 494 285,22</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.



## Compte de profits et pertes pour l'exercice clos au 31.12.2018 (en EUR)

	Notes	Du 01.01.2018 au 31.12.2018	Du 01.01.2017 au 31.12.2017
<b>CHARGES</b>			
Autres charges externes	12	515 464,37	421 004,33
Frais de personnel	13	641 983,07	577 950,23
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	3	33 139,33	30 294,59
Charges résultant des contrats de partenariats	14	2 025 088,30	1 803 633,93
Dotations aux fonds dédiés	9	131 543,48	40 795,33
Intérêts et charges assimilés		-	14,17
Autres impôts		385,90	420,40
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>3 347 604,55</b>	<b>2 874 107,62</b>
<b>PRODUITS</b>			
Récolte de fonds auprès du public		569 679,04	521 769,44
Produits destinés aux actions de développement	15	2 537 041,94	2 398 932,70
Reprise sur fonds dédiés	9	246 747,73	92 779,56
Autres produits		3 211,20	1 001,67
Autres intérêts et produits assimilés		2 065,36	1 752,69
<b>TOTAL PRODUITS</b>		<b>3 358 745,27</b>	<b>3 016 236,06</b>
<b>Excédent de l'exercice</b>		<b>11 140,72</b>	<b>142 128,44</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

## Annexes

### 1. Généralités

SOS Faim Luxembourg - Action pour le développement, a été constituée le 11 mai 1993 sous forme d'association sans but lucratif (ASBL) de droit luxembourgeois pour une durée illimitée. Son siège social est situé au 17-19 avenue de la Libération à L-3850 Schifflange.

L'Association a pour objet d'appuyer des initiatives de développement durable dans les pays du Sud et d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur les enjeux du développement.

En application de l'article 2 de l'arrêté grand-ducal relatif à l'agrément des ONG précisant la loi modifiée sur la coopération au développement du 9 mai 2012, SOS Faim est une organisation non-gouvernementale (ONG) agréée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) luxembourgeois.

L'exercice comptable de l'Association débute le 1<sup>er</sup> janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

### 2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales en vigueur au Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

#### Conversion de devise

Les comptes annuels sont exprimés en EUR. Les opérations effectuées dans une autre devise sont converties en EUR au cours de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs en autres devises sont convertis au taux de change ayant cours à la clôture de l'exercice. Les gains ou les pertes réalisés à ce titre sont enregistrés dans le compte de profits et pertes.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des corrections de valeur cumulées. La valeur des immobilisations corporelles est amortie sur la base de leur durée d'utilisation prévisible. La durée d'amortissement des immobilisations a été fixée de la manière suivante :

- Immeuble : 30 ans ;
- Aménagement de l'immeuble : 10 ans ;
- Mobilier : 10 ans ;
- Matériel de bureau : 3 ans.

#### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur les comptes annuels des sociétés à évaluer et/ou sur d'autres informations et documents disponibles.

#### Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Ces corrections ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

#### Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition si leur valeur d'inventaire est supérieure ou égale à leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Provisions

Les provisions ont pour objet de couvrir des charges ou des dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminés quant à leur montant ou quant à la date de survenance.

### Reconnaissance comptable des subsides publics

Les subsides dont bénéficie l'Association dans le cadre de contrats avec des bailleurs de fonds publics figurent au compte de résultat<sup>1</sup>. Leur valeur est conforme aux montants indiqués dans les contrats signés entre l'Association et les bailleurs de fonds publics. En cas d'exécution budgétaire annuelle affichant des engagements en dépenses inférieurs aux engagements pris aux dits contrats, une dotation aux fonds dédiés est enregistrée au compte de résultat<sup>2</sup> pour une valeur équivalente au montant sous utilisé de la subvention au cours de l'exercice comptable. Au contraire, en cas d'exécution budgétaire annuelle excédentaire, une reprise de dotation aux fonds dédiés est enregistrée au compte de résultat pour une valeur équivalente au montant utilisé en plus de la subvention annuelle au cours de l'exercice comptable.

Cette reconnaissance comptable des produits et des charges est réalisée sur base annuelle, même en cas de contrats pluriannuels.

### Fonds dédiés

Les fonds dédiés représentent des ressources perçues par l'Association pour lesquelles elle s'engage à les affecter à des projets déterminés conformément aux contrats signés avec les bailleurs de fonds.

### Evolution concernant les classifications comptables entre l'exercice 2017 et l'exercice 2018

Les évolutions sont les suivantes :

- *Suppression des rubriques « charges exceptionnelles » et « produits exceptionnels »*

- La rubrique « charges exceptionnelles » présentée dans les comptes de l'exercice 2017 a été supprimée. Pour l'exercice 2018, les charges afférentes ont été reclassées dans la rubrique « Autres Charges Externes ».
- La rubrique « produits exceptionnels » présentée dans les comptes de l'exercice 2017 a été supprimée. Pour l'exercice 2018, les produits afférents ont été reclassés dans la rubrique « Autres Produits ».

- *Ajout de la rubrique « reprise sur fonds dédiés »*

Afin de conserver la même logique entre la présentation des charges et des produits, une rubrique « reprise sur fonds dédiés » a été ajoutée aux produits du compte de résultat. Elle constitue le pendant de la rubrique « Dotation au fonds dédiés » présentée aux charges du compte de résultat.

Les données des exercices 2017 et 2018 présentées dans ce document tiennent compte de ces reclassements.

---

<sup>1</sup> Sous la classification « Produits destinés aux actions de développement »

<sup>2</sup> Sous la classification « Charges résultant des actions de développement »

**3. Immobilisations corporelles**

	Immeuble	Mobilier	Matériel de bureau	TOTAL
Valeur au 1.1.2018	646 154,49	41 707,60	50 672,18	738 534,27
Entrées	20 196,85	-	5 255,00	25 451,85
Sorties	-	-	-	-
Valeur au 31.12.2018	666 351,34	41 707,60	55 927,18	763 986,12
Corrections de valeur au 1.1.2018	69 637,12	38 689,00	47 253,15	155 579,27
Corrections de valeur	28 282,64	1 006,20	3 850,49	33 139,33
Sorties	-	-	-	-
Correction de valeur au 31.12.2018	97 919,76	39 695,20	51 103,64	188 718,60
Valeur nette comptable au 31.12.2018	568 431,58	2 012,40	4 823,54	575 267,52
Valeur nette comptable au 31.12.2017	576 517,37	3 018,60	3 419,03	582 955,00

**4. Immobilisations financières**

	31.12.2018	31.12.2017
ALTERFIN s.c.r.l. (Belgique)	19 735,31	19 735,31
SIDI s.a. (France)	200 032,00	7 448,00
TERRA s.c. (Luxembourg)	15 000,00	15 000,00
OUNI s.c. (Luxembourg)	10 000,00	10 000,00
EPISOL s.c (Luxembourg)	15 000,00	-
KILOMINETTO s.c . (Luxembourg)	7 000,00	7 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>266 767,31</b>	<b>59 183,31</b>

TERRA, OUNI et KILOMINETTO sont trois coopératives de droit luxembourgeois. Au 31 décembre 2018, SOS Faim détient 75 parts d'une valeur nominale de 200,00 EUR dans la coopérative TERRA, 100 parts d'une valeur nominale de 100,00 EUR dans la coopérative OUNI et 70 parts d'une valeur nominale de 100,00 EUR dans la coopérative KILOMINETTO.

EPISOL est également une société coopérative de droit luxembourgeois dans laquelle SOS Faim a décidé d'acquérir en 2018 100 parts d'une valeur nominale de 150,00 EUR.

ALTERFIN est une société coopérative à responsabilité limitée de droit belge. Au 31 décembre 2018, SOS Faim détient 80 actions de type A d'une valeur nominale de 250,00 EUR. La Société d'Investissement et de Développement International (SIDI) est une société en commandite par actions de droit français. En 2018, SOS Faim a décidé d'augmenter considérablement sa participation au capital de la société : Au 31 décembre 2018, SOS Faim détient 1 316 actions d'une valeur unitaire de 152,00 EUR.

ALTERFIN et SIDI ont pour objectif d'appuyer des institutions de microfinance dans les pays du Sud à l'aide de prêts, de garanties ou de prises de participation.

**5. Créances résultant des actions de développement**

	31.12.2018	31.12.2017
Subside du MAEE à recevoir	253 700,33	252 610,85
<b>TOTAL</b>	<b>253 700,33</b>	<b>252 610,85</b>

Le subside à recevoir du MAEE au 31.12.2018 s'élève à 253 700,33 EUR et concerne le remboursement des frais administratifs de l'exercice 2018.

**6. Créances résultant des outils financiers du dispositif AGRI +**

	31.12.2018	31.12.2017
Encours des fonds mis à disposition des IMF (< 1 an )	619 564,71	-
Encours des fonds mis à disposition des IMF (> 1 an )	516 179,29	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 135 744,00</b>	<b>-</b>

Dans le cadre du projet AGRI +, SOS Faim gère deux outils financiers, un fonds de garantie et une ligne de crédit. Au 31.12.2018, l'encours des fonds de la ligne de crédit mis à disposition des institutions de microfinance (IMF) au Mali et au Burkina Faso s'élève à 1 135 744,00 EUR.

**7. Valeurs mobilières**

	31.12.2018	31.12.2017
LMDF (Luxembourg)	10 138,00	10 138,00
<b>TOTAL</b>	<b>10 138,00</b>	<b>10 138,00</b>

Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF) est un sous-fonds de la SICAV de droit luxembourgeois Investing for Development (LBR : B148826). En 2012, SOS Faim a acquis 100 actions de catégorie C au tarif unitaire initial de 101,38 EUR. LMDF a pour objectif d'appuyer des institutions de microfinance dans les pays du Sud à l'aide de prêts, de garanties ou de prises de participation.

La valeur de la part au 31.12.2018 est de 110,27 EUR.



**8. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse**

	31.12.2018	31.12.2017
Total des avoirs en compte épargne	2 635 061,36	2 553 164,28
Total des avoirs en compte courant	23 983,45	19 927,65
Total des avoirs en caisse	1 537,73	1 821,88
<b>TOTAL</b>	<b>2 660 582,54</b>	<b>2 574 913,81</b>

Une partie des avoirs en banque est constitué de fonds mis à disposition par le MAEE pour les outils financiers d'AGRI +. A titre indicatif, au 31.12.2018, le montant des fonds destinés au fonds de garantie, non décaissable sauf cas de sinistre, s'élève à 875 000,00 EUR. Le montant des fonds destinés à la ligne de crédit s'élève, quant à lui, à 293 905,00 EUR.

**9. Fonds dédiés**

	31.12.2018	31.12.2017
<u>Fonds dédiés relatifs aux subsides</u>		
Fonds reçus et non utilisés (MAEE / Accord-cadre 2014-2018)	7 529,24	227 175,34
Fonds reçus et non utilisés (MAEE / Mandat 2016 – 2022)	228 914,30	97 370,82
Fonds reçus et non utilisés (DDC / Cofinancement 2016-2019)	-12 646,92	14 454,71
<u>Fonds dédiés relatifs aux outils financiers AGRI +</u>		
Dotation de LUXDEV	379 650,00	-
Dotation du MAEE	1 925 000,00	800 000,00
Résultat AGRI + (commissions et frais de dossier)	1 354,85	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 529 801,47</b>	<b>1 139 000,87</b>

Cette rubrique du passif enregistre deux type de fonds dédiés de nature différente :

1. Les *fonds dédiés relatifs aux subsides* d'une part, qui représentent la partie des subsides reçus et non utilisés à la clôture de l'exercice. Au 31.12.2018, ces *fonds dédiés relatifs aux subsides* s'élèvent à 223 796,62 EUR.
2. Les *fonds dédiés relatifs aux outils financiers AGRI +* d'autre part, qui représentent les ressources destinées aux outils financiers AGRI +. Ces ressources sont mises à disposition de SOS Faim pour financer la ligne de crédit et le fonds de garantie prévus dans le mandat AGRI +. Au 31.12.2018, ces *fonds dédiés relatifs aux outils financiers AGRI +* s'élèvent à 2 306 004,65 EUR.

Concernant les *fonds dédiés relatifs aux subsides*, pour l'exercice 2018 :

- La reprise sur les fonds dédiés s'élève à 219 646,10 EUR pour l'accord-cadre MAEE (2014-2018) et 27 101,63 EUR pour le cofinancement de la DDC au Niger (2016-2019) soit un montant total de reprise de 246 747,73 EUR pour l'exercice.
- La dotation aux fonds dédiés pour le mandat AGRI + s'élève à 131 543,48 EUR.

Pour rappel, concernant les *fonds dédiés relatifs aux subsides*, pour l'exercice 2017 :

- La reprise sur les fonds dédiés s'élevait à 28 268,36 EUR pour l'accord-cadre MAEE (2014-2018) et 64 511,20 EUR pour le cofinancement de la DDC au Niger (2016-2019) soit un montant total de reprise de 92 779,56 EUR pour l'exercice.
- La dotation aux fonds dédiés pour le mandat AGRI + s'élevait à 40 795,33 EUR.

**10. Provisions pour risques et charges**

	31.12.2018	31.12.2017
Provision pour congés	39 343,67	33 089,30
<b>TOTAL</b>	<b>39 343,67</b>	<b>33 089,30</b>

Les provisions pour congés sont constituées du solde des congés légaux du personnel non pris au 31.12.2018 et du solde des comptes épargne-temps (CET) ouverts par trois employés au 31 décembre 2018.

**11. Dettes sur actions de développement**

	31.12.2018	31.12.2017
Dettes à l'égard de : PAIDEK (accord-cadre MAEE)	-	18 000,00
Dettes à l'égard de : ANOPER (accord-cadre MAEE)	-	6 900,00
Dettes à l'égard de : CRCOPR (accord-cadre MAEE)	-	30 000,00
Dettes à l'égard de : FUCOPRI (accord-cadre MAEE)	-	1 590,00
Dettes à l'égard de : INTER RESEAUX (accord-cadre MAEE)	-	4 000,00
Dettes à l'égard de : AEC (accord-cadre MAEE)	-	11,05
Dettes à l'égard de : ASTM (accord-cadre MAEE)	41 800,00	-
Dettes à l'égard de : ASTM (recettes administratives MAEE)	36 418,20	23 944,00
<b>TOTAL</b>	<b>78 218,20</b>	<b>84 445,05</b>

La dette à l'égard de : ASTM (accord-cadre MAEE) est constituée des subsides MAEE relatifs à la deuxième tranche de l'accord-cadre en consortium pour l'année 2018. Dans le cadre d'un accord avec l'ASTM, ce montant sera versé à la clôture de l'accord-cadre, au cours de l'exercice 2019.

## Comptes annuels - Exercice 2018

**12. Autres charges externes**

	31.12.2018	31.12.2017
Electricité	846,95	-299,85
Fournitures de bureau et petit équipement	3 392,33	3 446,29
Charges Locatives & de Copropriété	4 689,82	4 689,82
Entretiens et réparations locaux	8 854,50	4 219,08
Honoraires	217 424,10	153 978,85
- <i>honoraires informatiques</i>	22 180,22	15 130,54
- <i>honoraires comptables</i>	1 570,86	1 529,22
- <i>honoraires avocats</i>	-	1 965,46
- <i>honoraires relatifs aux activités</i>	193 673,02	133 573,63
- <i>autres honoraires</i>	-	1 780,00
Frais d'audit	10 822,50	12 500,00
Annonces et insertions	1 131,79	4 421,44
Foires et expositions	6 750,82	3 732,86
Frais de graphisme	21 273,00	18 155,89
Frais de formation	6 243,11	5 970,05
Primes d'assurances	3 906,88	3 655,39
Location de salles et de stands	2 949,44	3 534,88
Frais d'impression	28 141,35	30 640,85
Frais de transport	55 834,59	41 571,95
Frais d'hébergement	23 585,32	15 385,47
Frais de restaurant	9 910,61	3 983,81
Frais médicaux liés aux missions	10 557,32	159,97
Frais de passeport et visa	3 566,04	2 927,49
Frais réunion et réception	1 222,45	1 416,76
Indemnités et per diem	13 380,30	12 417,04
Frais postaux	47 801,90	47 343,36
Téléphones et télécommunications	5 451,85	4 699,34
Frais internet	10 098,56	1 680,30
Services bancaires	4 959,74	4 085,53
Cotisations	4 439,00	3 937,00
Remboursement des frais administratifs à l'ASTM	-	23 944,00
Autres	8 230,10	8 806,76
<b>TOTAL</b>	<b>515 464,37</b>	<b>421 004,33</b>

## Comptes annuels - Exercice 2018

**13. Frais de personnel**

	31.12.2018	31.12.2017
Traitements bruts	540 283,71	478 016,83
Avantage en nature (chèques-repas)	18 750,12	18 622,76
Part salariale sur les chèques-repas	-5 350,80	-4 933,60
Remboursement CCSS	-8 891,07	-7 609,70
Variation pour congés non pris	6 254,37	14 992,43
Autres frais de personnel (Tickets cadeaux)	10 086,65	6 998,74
Parts patronales sur les charges salariales	80 850,09	71 862,77
<b>TOTAL</b>	<b>641 983,07</b>	<b>577 950,23</b>

Au 31.12.2018, l'équipe de SOS Faim est composée de 11 personnes équivalent à 9,8 temps plein (au 31.12.2017 : 9,8 équivalent temps plein).

**14. Charges résultant des actions de développement**

	31.12.2018	31.12.2017
Montant engagé sous l'accord-cadre (MAEE)	1 864 248,11	1 704 776,84
Montant engagé sous le mandat (MAEE)	43 800,00	76 971,30
Montant engagé sous le cofinancement au Niger (DDC)	31 347,60	21 885,79
Montant engagé sous le financement au Niger (MECD)	85 692,59	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 025 088,30</b>	<b>1 803 633,93</b>

Les charges résultant des actions de développement représentent la totalité des montants engagés au cours de l'exercice par SOS Faim, en référence aux contrats signés annuellement avec les organisations partenaires.

**15. Produits destinés aux actions de développement**

	31.12.2018	31.12.2017
MAEE : Accords-Cadres de coopération	1 565 100,00	1 601 600,00
MAEE : Accord-Cadre d'éducation au développement et de sensibilisation	158 945,95	138 691,50
MAEE/DDC : Recettes administratives	243 239,11	233 000,00
DDC : Cofinancement Niger	52 310,00	58 511,20
MECD (ex MDDI) : Financement Niger	106 616,88	-
MAEE : Mandat AGRI +	410 830,00	367 130,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 537 041,94</b>	<b>2 398 932,70</b>

Les règles du MAEE relatives à l'accord-cadre de coopération stipulent que le taux de cofinancement de 80% du MAEE s'applique sur le montant global de l'accord-cadre et que les 20% restants peuvent être couverts, à hauteur de maximum la moitié, par de l'apport local valorisé. Ces 20% sont eux aussi appliqués sur le montant total de l'accord-cadre.

Les règles du MAEE relatives à l'accord-cadre d'éducation au développement et de sensibilisation stipulent que le taux de cofinancement de 80% du MAEE s'applique sur le montant global de l'accord-cadre et que les 20% restants doivent être couverts par des ressources de l'association.

Le mandat AGRI + est financé à 100% par le MAEE.

Le taux de cofinancement de la DDC pour un programme au Niger est de 85%. Les 15% restants sont inclus dans l'accord-cadre conclu avec le MAEE.

Le projet MECD (ex MDDI) est financé à 100 %.

**16. Eléments notables hors bilan**

Dans le cadre des outils financiers d'AGRI + SOS Faim possède des engagements qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Cette note vise à donner des éléments à ce sujet pouvant avoir une incidence sur la situation du bilan au cours de l'exercice 2019.

Engagements pris dans la cadre de la ligne de crédit AGRI +.

Ces engagements sont récapitulés dans le tableau suivant, en EUR :

	Montant engagé par convention en 2018	A décaisser en 2018	A décaisser en 2019	Décaissé au 31.12.2018
<b>TOTAL</b>	<b>1 242 459,49</b>	<b>1 135 745,18</b>	<b>106 714,31</b>	<b>1 135 745,18</b>

Engagements pris dans le cadre du fonds de garantie AGRI +.

Aucun engagement en cours au 31.12.2018.